

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes Publiques
et des Installations Classées
JPV

ARRETE

n° 2014051-0009 du 20 FEV. 2014

portant mise en demeure à la Sté GRAVIERE et MATERIAUX RHENANS (GMR) de respecter les prescriptions imposées à son arrêté préfectoral réglementant l'exploitation de sa carrière de Hegenheim – rue des Carrières (*anciennement site HUPFER*), s'agissant de la remise en état, la surveillance de la qualité des eaux souterraines et les garanties financières de remise en état, au titre du code de l'environnement

Préfet du Haut-Rhin

*Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** le Code de l'environnement, et notamment son article L171-8-I,
- VU** l'arrêté préfectoral n°930570 du 19 avril 1993 (*autorisation d'exploiter à sec une carrière à la Sté HUPFER AG – validité 20 ans – il est fait état d'une superficie de 9,25 ha - achèvement de la remise en état 5 ans après la fin d'extraction – sursis à statuer pour une partie du site*),
- VU** l'arrêté préfectoral n°2951479 du 2 août 1995 (*prescriptions complémentaires: type de matériaux acceptés et/ou refusés en remblais*),
- VU** l'arrêté préfectoral n°951569 du 11 août 1995 (*autorisation d'exploiter: modification du parcellaire défini à l'arrêté du 19 avril 1995 – la superficie dont il est fait état à cet arrêté : **8ha1676** ha, semble erronée – il est imposé que la remise en état soit réalisée comme prévu à l'arrêté du 19 avril 1993*),
- VU** le procès verbal de récolement du 16 août 1995 concernant une partie des terrains de la carrière située à l'Ouest de la rue des carrières,
- VU** le récépissé préfectoral du 11 août 1995 concernant le changement d'exploitant d'une partie de la carrière (*partie Nord de la partie Est de la carrière*) au profit de la Sté KIBAG KIES,
- VU** l'arrêté préfectoral n°991098 du 31 mai 1999 (*prescriptions complémentaires : révision du parcellaire d'exploitation autorisé, garanties financières de remise en état*),
- VU** la lettre préfectorale du 16 juin 2010 et le rapport d'inspection DREAL du 1er juin 2010 apportant des précisions s'agissant du réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines, les paramètres à surveiller et leur code SANDRE, les critères de qualité des matériaux «strictement inertes» pouvant être admis en remblais, et les seuils admissibles,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2012-163-0003 du 11 juin 2012 (*autorisation de changement d'exploitant au profit de la Sté GMR ; prescriptions complémentaires : échéance de remise en état, garanties financières de remise en état*),
- VU** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'inspection des installations classées du 23 janvier 2014,

CONSIDERANT que la remise en état imposée à l'article 8-2 de l'arrêté d'autorisation du 19 avril 1993 susvisée (*remblaiement avec des matériaux inertes*) n'est pas respectée pour la partie Nord des parcelles 105/69 et 68- section 12 du ban communal de Hegenheim (*remise en état constatée : zone excavée et non remblayée*),

CONSIDERANT que l'attestation de renouvellement de garanties financières de remise en état n'a pas été adressée au préfet, comme imposé à l'article 5-4 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2012 susvisé,

CONSIDERANT que l'actuel réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines (*1 puits à l'Amont hydraulique : Pz0143 et 1 puits à l'Aval hydraulique: Pz0068*) ne permet pas de surveiller l'aval hydraulique de tous les terrains remblayés de la carrière, comme cela est imposé à l'article 6-3 de l'arrêté préfectoral du 19 avril 1993 susvisé,

CONSIDÉRANT que sont ainsi réunies les conditions imposant l'application de la mise en demeure préfectorale définie à l'article L.171-8-I du code de l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

L'exploitant de la Sté GRAVIERE et MATERIAUX RHENANS (GMR), désigné « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est Parc St-Jacques II - 5 rue Alfred Kastler - Bâtiment B - 54320 MAXEVILLE, est mis en demeure de respecter les prescriptions techniques des articles 6-3 et 8-2 de l'arrêté préfectoral n°930570 du 19 avril 1993 susvisé, et de l'article 5-4 de l'arrêté préfectoral n°2012-163-0003 du 11 juin 2012, reprises aux articles suivants, dans les délais impartis aux articles suivants, qui s'appliquent à sa carrière de Hegenheim rue des carrières (*anciennement site HUPFER*).

Article 2 :

Dans un délai de 15 jours et conformément aux dispositions de l'article 5-4 de l'arrêté préfectoral n°2012-163-0003 du 11 juin 2012, s'agissant des garanties financières de remise en état :

« (...) Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet (...) un nouveau document conforme (...) ».

Article 3 :

Dans un délai de 1 mois et conformément aux dispositions de l'article 6-3 de l'arrêté préfectoral n°930570 du 19 avril 1993 susvisé, s'agissant de la surveillance de la qualité des eaux souterraines :

« (...) l'exploitant procédera à la mise en place **d'au moins** un piézomètre en amont et un en aval hydraulique de la carrière. Leur implantation et leurs caractéristiques seront définies en accord avec l'hydrogéologue agréé. (...) ».

Article 4 :

Dans un délai de 3 mois et conformément aux dispositions de l'article 8-2 de l'arrêté préfectoral n°930570 du 19 avril 1993 susvisé, s'agissant de la surveillance de la remise en état de la carrière :

« La remise en état devra être achevée (...). Celle-ci consistera dans le remblaiement à niveau à l'aide de matériaux strictement inertes (...). ».

Article 5 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement.

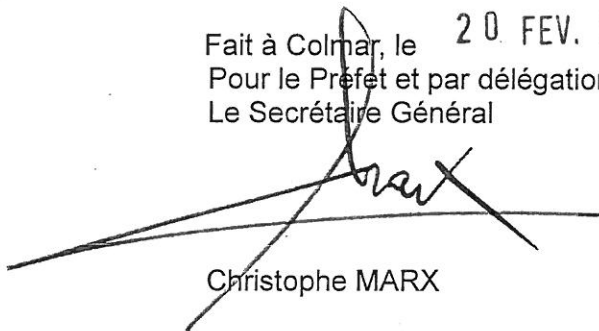
Article 6 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de l'exploitant.

Article 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Sous-Préfet de MULHOUSE, le Maire de Hégenheim et les Inspecteurs des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le 20 FEV. 2014
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Christophe MARX

Délais et voies de recours

(article L 514-3-1 du Titre 1er du livre V du Code de l'Environnement)

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de STRASBOURG

- par les demandeurs ou par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211.1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

